Consultation du dossier pharmaceutique par les médecins (décret du 9 mai 2017)

Par le Dr Anna SARFATI, pharmacien de PUI chef de service pharmacie Hôpital Charles Foix (APHP), Conseiller ordinal, membre du comité de pilotage du déploiement du dossier pharmaceutique dans les PUI, CNOP

« Ce décret constitue une étape majeure vers la généralisation et le déploiement du DP voulu par l'Ordre dans l'optique d'une meilleure coordination ville-hôpital dans le suivi des patients ».

Le médecin hospitalier, au même titre que le pharmacien hospitalier et le pharmacien d'officine, aura désormais accès aux informations contenues dans le Dossier Pharmaceutique (DP), après la période d'[expérimentation 2013-2016](#).

Le très attendu [décret sur la consultation par les médecins hospitaliers du DP d'un patient hospitalisé](#) dans un établissement de santé a été publié au Journal Officiel le 10 mai 2017, avec entrée en vigueur le lendemain. L'autorisation de la CNIL est cependant encore attendue pour sa mise en œuvre.

Cette avancée renforce plus encore le dispositif de sécurisation des traitements médicamenteux et de coordination des soins qu'est le DP. Celui-ci recense en effet **tous les médicaments qu'un patient s'est vu délivrer au cours des quatre derniers mois** (la période est allongée à trois ans pour les médicaments biologiques et à 21 ans pour les vaccins). Un historique précieux dans certaines situations, comme lors d'un accueil aux urgences, en anesthésie ou en gériatrie où la rapidité d'accès aux informations est capitale.

Les médecins qui pourront, à terme, consulter le DP, sauf opposition du patient, n'auront cependant pas la possibilité de l'alimenter et de le créer, ce qui est l'apanage des seuls pharmaciens d'officine et des pharmaciens hospitaliers, via la carte Vitale et leur carte de professionnel de santé (CPS).

En établissement de santé, il sera possible de conserver les données de la carte Vitale recueillies dans le système d'information de l'hôpital (SIH), facilitant leur consultation.

Il est rappelé que **toute création de DP nécessite au préalable l'autorisation expresse du patient**. De même après sa création, le patient peut s'opposer à son alimentation (partielle ou complète) et à sa consultation. À tout moment, le patient peut demander une édition de son DP ou sa suppression.